



Westminster & City News

NUMÉRO 42

Du 15 au 21 novembre 2019

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

Le Parti travailliste propose d'augmenter l'impôt sur le revenu au-delà de 80 000 £ – Les Travaillistes rehausseraient le taux d'impôt sur le revenu à 45 % au-delà de 80 000 £ par an et introduiraient une nouvelle tranche supérieure d'imposition de 50 % à partir de 125 000 £. Cette mesure, qui vise les 5 % des contribuables ayant les revenus les plus élevés, concernerait 1,6 million de personnes. D'après une [étude](#) de l'*Institute for Fiscal Studies (IFS)*, les 5 % des contribuables payant le plus d'impôt sur le revenu contribueraient aujourd'hui à la moitié des recettes fiscales, contre 43 % juste avant la crise financière. Les autres mesures fiscales évoquées dans le programme travailliste incluent une hausse de l'impôt sur les bénéfices des multinationales (non chiffrée à ce stade), la mise en place d'une taxe exceptionnelle sur les bénéfices des entreprises de l'industrie pétrolière et gazière, et une révision de l'impôt foncier des entreprises. La TVA, les cotisations sociales et les autres tranches de l'IR ne devraient pas être modifiées. L'IFS a émis de sérieux doutes quant à la soutenabilité des mesures proposées.

Les Conservateurs repoussent les baisses d'impôt sur les sociétés et sur les hauts revenus promises – Boris Johnson a indiqué reporter les baisses d'impôts promises sur les revenus supérieurs à 50 000 £ par an et la baisse de l'impôt sur les sociétés de 19 à 17 % qui devait avoir lieu en 2020, et ce afin de dégager 6 Md£ supplémentaires pour le système de santé (NHS). Le Premier ministre a par ailleurs proposé un rehaussement progressif du seuil d'abattement pour le paiement des cotisations sociales salariales à 12 500 £, une baisse de l'impôt foncier des entreprises (*business rates*), un rehaussement du seuil d'exonération des cotisations patronales de 3 000 à 4 000 £ par an pour les petits employeurs ainsi qu'une revalorisation des crédits d'impôt de 12 à 13 % pour la R&D et de 2 à 3 % pour les investissements dans l'immobilier commercial.

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

Le déficit public est au plus haut depuis cinq ans en octobre – Le déficit du secteur public a atteint son plus haut niveau depuis cinq ans en octobre à 11,2 Md£ (+2,3 Md£ par rapport à octobre 2018) selon les derniers [chiffres](#) de l'ONS publiés le 20 novembre. La hausse du déficit, due à une augmentation des dépenses publiques – notamment imputable aux préparations occasionnées par le Brexit – supérieure aux recettes, reflète le ralentissement de l'activité au début du T4. Le niveau de dette publique a par ailleurs augmenté de 32 Md£ en glissement annuel à 1 799 Md£ (80,4 % du PIB). La publication de ces chiffres, qui intervient dans un contexte électoral de promesses d'accroissement de l'investissement public et de baisses d'impôt, ne devrait toutefois pas entraîner de modification des programmes des principaux partis selon le think-tank *Resolution Foundation*.

La baisse des prix de l'immobilier s'accélère avec les élections – Le nombre de propriétés mises en vente a chuté de 15 % en novembre, la plus forte baisse enregistrée depuis août 2009, et les prix ont baissé en moyenne de 1 % sur le mois (soit -3 900 £ par transaction). Cette tendance du marché immobilier, qui s'explique principalement par l'incertitude occasionnée par le Brexit et le flou sur l'issue des élections générales, pourrait se poursuivre en 2020 selon l'agence immobilière Rightmove.

BREXIT

Le régime temporaire accordé aux chambres de compensation britanniques devrait être prolongé – Le VP de la Commission Européenne, Valdis Dombrovskis, a annoncé devant [la City](#) que les mesures de continuité mises en place pour permettre l'accès des chambres de compensation du RU et de l'UE-27 à leurs marchés respectifs seraient prolongées au-delà de la date du 31 mars 2020. L'état d'impréparation sur la compensation de dérivés pour laquelle aucune alternative solide n'a été élaborée en vue de la sortie du RU de l'UE est la raison principale évoquée pour justifier ce sursis de la Commission, qui est significatif compte tenu de la domination de Londres sur le marché mondial de la compensation des swaps (640 000 Md€) et du fait que la plupart des produits dérivés libellés en euros sont traités à Londres. Cette prolongation pourrait être d'un an, selon la presse. Catherine McGuinness, DG de la *City of London Corporation*, a salué cette prolongation qui offre « une marge de manœuvre bien nécessaire dans un domaine où des problèmes complexes subsistent ».

RÈGLEMENTATION FINANCIÈRE ET MARCHÉS FINANCIERS

Le programme du Labour confirme son intention de réformer la gouvernance des entreprises – Dans son [programme](#) pour les élections générales du 12 décembre, le parti travailliste prévoit que les conseils d'administration de toutes les sociétés cotées au RU intègrent désormais des représentants du personnel et des consommateurs. 10% des actions des entreprises de plus de 250 salariés seront systématiquement saisies et remises au personnel par le biais de « fonds de propriété inclusifs » à concurrence de 500 £ par personne, l'excédent étant transféré au gouvernement à titre d'impôt effectif. Il est également prévu que les grandes entreprises qui ne prennent pas les mesures adéquates de lutte contre le changement climatique soient retirées de la Bourse de Londres. Enfin, un Comité pour l'investissement durable sous l'égide du Chancelier, du ministre du commerce et du gouverneur de la BoE et une banque nationale d'investissement soutenue par un réseau de banques régionales de développement pour le financement des prêts aux entreprises (250 Md£ sur 10 ans) seraient créés.

Les grandes banques échouent à imposer une taxe sur les transactions pour compenser les victimes de fraude – Sept grandes banques britanniques (dont Barclays, HSBC, Lloyds et RBS) avaient en août 2019 proposé d'introduire une taxe de 2,9p sur les paiements en ligne de plus de 30 £. Ces prélèvements auraient été placés dans un fonds central afin de rembourser les victimes d'escroquerie. Réticents d'absorber ces coûts ou de les répercuter à leurs clients, les prestataires de paiements et les banques de taille moyenne ont refusé cette proposition. Certains acteurs numériques ont par ailleurs noté que leurs clients, moins à risque d'être victime de fraude, auraient contribué de manière disproportionnée au fonds. *Pay.UK*, l'organisme public responsable des paiements de détail, va continuer à réfléchir au financement d'un système de garantie pour compenser les victimes d'escroquerie. Selon UK Finance, la fraude sur les paiements a coûté plus de 354 M£ aux consommateurs britanniques l'année dernière, la perte individuelle moyenne s'élevant à 4 000 £.

Le Senior Managers & Certification Regime (SMCR) bientôt étendu à la quasi-totalité des sociétés financières – Après sa mise en œuvre par les banques et les assurances, le [SMCR](#) s'appliquera à la quasi-totalité des entreprises autorisées par le FCA à partir du 9 décembre 2019. Avec cette réforme, la FCA souhaite responsabiliser le personnel des entreprises financières afin de « réduire les préjudices causés aux consommateurs et renforcer l'intégrité du marché ». Le SMCR contient trois éléments. Les entreprises seront tout d'abord tenues de désigner des hauts dirigeants en tant que responsables pour certaines activités (« *Senior Managers Regime* »). Les entreprises devront par ailleurs s'assurer, au moins une fois par an, que les employés dont les activités ont un impact direct sur les consommateurs soient aptes à remplir leurs missions (« *Certification Regime* »). Enfin, le SMCR émet des règles de conduites générales (« *Conduct Rules* ») s'appliquant à tous les employés exerçant des activités financières au sein de l'entreprise. Les exigences précises du SMCR dépendront de la taille de l'entreprise.

BANQUES ET ASSURANCES

Samir Assaf devrait quitter ses fonctions de direction de la banque d'investissement de HSBC – Cette annonce devrait être officialisée d'ici la fin de l'année ou début 2020 dans le cadre d'un remaniement plus général à la tête de la direction de HSBC, avant le lancement d'un nouveau plan stratégique en février 2020, dans le but de relancer la banque après des années de résultats décevants. Nommé en 2010, S. Assaf est l'un des plus anciens dirigeants d'une banque d'investissement internationale, résistant à la vague de départs de ses homologues de chez Deutsche Bank ou Barclays. Il devrait désormais occuper des fonctions non exécutives au sein de chez HSBC et son

remplaçant devrait être sélectionné en interne. Ces remaniements laissent présager une refonte majeure des activités et du schéma d'emplois de HSBC.

Le projet de restructuration d'Aviva ne convainc pas les investisseurs – L'entreprise, qui propose des services de gestion d'actifs, d'assurance vie et d'assurance non-vie à travers le monde, est régulièrement questionnée sur sa stratégie de croissance jugée peu lisible. A l'issue d'une [revue stratégique](#), son directeur général M. Tulloch a annoncé une refonte de la structure du groupe autour de cinq unités : épargnes et retraites, assurance vie au RU, assurance vie en UE, assurance vie en Asie et assurance non-vie. Il a également dévoilé les objectifs financiers pour les trois prochaines années (notamment un rendement sur fonds propres de 12 % et des économies de 300 M£ par an) et la vente des parts dans la filiale hongkongaise de l'entreprise. Aviva investira également 1,3 Md£ sur trois ans afin de moderniser ses activités. Ces mesures n'ont pas convaincu les analystes et les investisseurs, qui s'attendaient à des annonces plus fortes. Le cours de l'action d'Aviva, qui a déjà perdu un cinquième de sa valeur en cinq ans, a chuté de 4 % en une journée.

FINTECH

Les sociétés de capital-risque américaines ont injecté des sommes record dans les Fintechs du RU – Une [étude](#) de *London & Partners* révèle un montant de 3,4Md£ pour les investissements américains au sein de Fintechs du Royaume-Uni en 2019, dont les 3/4 concernent des entreprises londoniennes. Monzo constitue la plus grosse levée de fonds de l'année (144 M\$), menée par le principal investisseur de la Silicon Valley, Y Combinator. Le Brexit n'a pas été un frein pour les investisseurs américains qui souhaitent approfondir les liens entre le RU et la Silicon Valley (un programme à but non lucratif *Silicon Valley comes to the UK* a été mis en place par London & Partners). Au-delà, de grands groupes américains devraient renforcer leur présence à Londres, comme Apple qui doit ouvrir son nouveau campus londonien en 2021. Les États-Unis restent aussi un marché pour les entreprises britanniques qui cherchent à se développer à l'étranger. Revolut, Monzo et Transferwise ont annoncé cette année leur projet de lancement aux États-Unis.

AUDIT

Deloitte transfère le pouvoir de fixer la rémunération des auditeurs aux administrateurs du cabinet – Les membres non-exécutifs du conseil d'administration de Deloitte devraient avoir le dernier mot sur la rémunération et les bonus des auditeurs du cabinet afin de lutter contre les éventuels conflits d'intérêt entre les branches « audit » et « conseil » des cabinets. Les administrateurs non-exécutifs du conseil d'administration devraient entamer une revue des rémunérations individuelles des associés du cabinet et des modalités de fixation de ces rémunérations. Cette annonce intervient dans un contexte où l'institut des experts-comptables agréés d'Angleterre et du Pays de Galles (*Institute of Chartered Accountants of England and Wales*) a appelé les directeurs non-exécutifs du Big 4 à faire davantage pour lutter contre les conflits d'intérêt et préserver l'indépendance de la branche audit des cabinets. Deloitte est le premier cabinet du Big 4 à prendre un tel engagement.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba,
Louis Martin, Laura Guenancia et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 21 novembre 2019

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T2 2019	Moyenne sur 3 ans
PIB		1,5%	1,7%
PIB en glissement trimestriel (T2 2019)		-0,2%	0,4%
PIB par habitant		0,9%	1,0%
Inflation (IPC)		2,0%	2,2%
Approche par les dépenses	Investissement (FBCF)	0,1%	2,0%
	Consommation	1,8%	2,3%
	Dépenses publiques	1,3%	0,4%
	Exportations (B&S)	0,6%	2,4%
	Importations (B&S)	4,0%	3,0%
Approche par la production	Secteur manufacturier	-0,1%	1,3%
	Secteur de la construction	1,5%	3,9%
	Secteur des services	1,9%	1,9%
Parmi les services	Finance et assurances	-2,2%	0,4%
	Ventes au détail	3,9%	3,2%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T2 2019	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,9%	4,3%
Taux d'emploi		76,1%	75,3%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	32,1	32,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	0,5%	0,7%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	3,4%	2,6%
Salaires réels	Croissance annuelle	1,3%	0,6%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	1,6%	0,6%
Taux d'épargne des ménages		4,5%	4,9%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T2 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-1,3%	-2,0%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	83,1%	84,3%
Investissement public net	-1,9%	-1,9%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T2 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-3,9%	-4,3%
Balance des B&S		-2,0%	-1,5%
Balance des biens		-6,9%	-6,7%
Balance des services		4,9%	5,2%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,14	1,14
	GBP/USD	1,29	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.